



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Journée
internationale de la
démocratie 2016

Document de
réflexion

Journée internationale de la démocratie 2016

L'avenir de la démocratie : une nouvelle conception de l'évaluation de la démocratie et de la participation politique

Par Laura Anthony et Jane Hilderman

Cette année, les citoyens du monde entier se sont heurtés aux conséquences de certaines décisions démocratiques. Face au Brexit et à la montée du populisme aux Etats-Unis, d'aucuns se sont demandés si la démocratie n'était pas en perte de vitesse.

En dépit de ces doutes, seule une démocratie saine nous mènera jusqu'en 2030. C'est ainsi que nous surmonterons ensemble les défis mondiaux et locaux auxquels nous sommes confrontés. Mais si nous voulons que notre démocratie reste saine, nous devons constamment en prendre soin. Il s'agit en effet d'un système puissant mais imparfait qui demande à être affiné et amélioré.

L'année passée, Samara Canada a publié *La démocratie à 360°*, le premier bulletin de rendement sur l'état de la démocratie au Canada. Ce rapport met l'accent sur la relation entre les citoyens et le leadership politique. Ses conclusions sont importantes non seulement pour l'évaluation de l'état actuel de notre démocratie, mais aussi pour le choix de la manière dont nous construirons l'avenir de la démocratie.

La démocratie à 360° révèle que la démocratie canadienne ne se porte pas aussi bien qu'elle le pourrait. Ne se sentant pas concernés par la politique, les Canadiens ne participent pas autant à la vie politique de leur pays qu'ils le pourraient, et ils ne trouvent pas que leurs leaders soient influents ou efficaces. Or une plus forte participation aux élections ne suffira pas pour remédier à la situation. Le Canada a besoin d'un changement de culture au profit d'une "démocratie au quotidien", au sein de laquelle les citoyens auront le sentiment que la politique peut faire évoluer leur pays et leur donner une voix.

La démocratie se doit d'être libre et juste, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons surmonter les difficultés auxquelles nous sommes confrontés – notamment les problèmes de corruption, de représentation ou d'indifférence – afin de renforcer nos démocraties, qu'elles soient nouvelles ou établies.

Comment la démocratie devrait-elle évoluer entre aujourd'hui et 2030 ? Premièrement, les démocraties devraient se baser sur des méthodes plus réfléchies et plus sophistiquées pour pondérer leur propre performance. Deuxièmement, la démocratie devrait être plus complète, en prenant en compte des indicateurs plus pointus que le simple taux de participation électorale et en réservant des rôles aux organisations de la société civile.

Une démocratie plus réfléchie

De nos jours, la performance d'un parlement est évaluée lors des élections, lorsque les électeurs décident de poursuivre avec le même gouvernement ou de changer de cap. Nous utilisons le taux de participation électorale en tant qu'indicateur de la santé d'une démocratie. Mais nous pouvons faire mieux.

A l'avenir, les démocraties devront adopter des méthodes plus réfléchies et plus sophistiquées pour suivre et évaluer leur performance. Dans les pays où la démocratie est établie, le système est imparfait ; les taux de confiance et de satisfaction des citoyens à l'égard de leur démocratie ont chuté en même temps que celui de la participation électorale. Pour que la voix des citoyens soit davantage entendue et que la prise de décisions soit plus efficace, chaque pays devrait évaluer sa propre performance, à l'intérieur de ses propres frontières.

Dans le cadre de notre rapport *La démocratie à 360°*, Samara a recours à des indicateurs mesurables portant sur trois aspects essentiels pour une démocratie saine : la communication, la participation et le leadership. Pour brosser un portrait de la démocratie canadienne, Samara s'appuie sur les données de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, qui mesure la qualité de vie des citoyens, ainsi que sur l'indice de liberté de l'organisation Freedom House, qui évalue le respect des droits politiques et des libertés civiles.

Tandis que l'OCDE et Freedom House comparent les démocraties entre elles, notre rapport nous permet de mieux cerner la démocratie au Canada. Il rend compte de la démocratie canadienne sur une multitude de plans, à savoir, notamment, la diversité à la Chambre des Communes, les nombreux moyens dont les Canadiens disposent pour participer à la vie politique, et le mode de fonctionnement des parlementaires et des partis. Sans être exhaustif, il brosse un riche portrait de la façon dont les Canadiens s'expriment, agissent et dirigent en politique, en ajoutant de nombreuses dimensions à la participation électorale, le paramètre le plus souvent utilisé pour mesurer la démocratie.

Grâce à cette connaissance plus approfondie de la démocratie canadienne, le Parlement et les institutions politiques seront mieux armés pour trouver des moyens d'améliorer notre démocratie. Par ailleurs, d'autres pays pourront également se servir de cette solide évaluation pour explorer le rapport que leurs citoyens entretiennent avec la politique, et identifier ainsi ce qu'il faut faire pour réduire l'écart entre les citoyens et les institutions et acteurs politiques.

Cela pourra donner vie à des actions concrètes visant à moderniser et à améliorer la démocratie entre aujourd'hui et 2030. Si, par exemple, de nombreux citoyens commencent à signer des pétitions en ligne, une démocratie pourra décider d'adopter la pétition électronique dans le cadre de ses efforts de modernisation du Parlement, comme le Canada l'a fait récemment. C'est ainsi que les gouvernements seront mieux à même de répondre aux besoins des citoyens, en renforçant la démocratie.

La démocratie à 360° sera un outil de référence durable, fiable et dont la valeur augmentera avec le temps. Il nous permettra d'évaluer, au cours des 14 prochaines années, si la démocratie canadienne s'est améliorée, est restée inchangée ou s'est détériorée depuis 2015. Ce constat aidera les parlementaires et les responsables politiques à cibler les faiblesses et à célébrer les succès réalisés.

A l'avenir, les jeunes d'aujourd'hui auront pris l'habitude d'avoir un outil comme *La démocratie à 360°*. Pour eux, il ira de soi que la santé de la démocratie se mesure au-delà du seul taux de participation électorale, et ils bénéficieront d'un outil concret pour explorer l'évolution de leur démocratie tout au long de leur vie. Mais ce travail ne profitera pas uniquement aux jeunes. En mettant en lumière certaines tensions et tendances, *La démocratie à 360°* permettra à tous les citoyens d'évaluer plus facilement leur démocratie. Une telle évaluation nationale de la performance démocratique peut servir à chaque démocratie et à chaque citoyen.

Une démocratie plus complète

Aujourd'hui, le taux de participation électorale est largement considéré comme un indicateur de la participation politique. Il s'agit d'une donnée rudimentaire et

insuffisante pour saisir la complexité et l'étendue de la participation politique lors et au-delà des élections. A l'avenir, nous devons élargir notre définition de la participation politique et ne plus nous limiter à considérer les élections ayant lieu tous les quatre ans comme la pierre angulaire de la participation démocratique. Celle-ci devrait également se mesurer à l'aide d'indicateurs tels que la communication avec les représentants élus, la signature de pétitions, la discussion politique entre amis ou dans la famille, ainsi que d'autres activités regroupant les nombreuses façons dont les citoyens font preuve d'engagement civique.

La naissance d'une nouvelle génération politique nous oblige à modifier notre définition de la participation politique. Les études tendent à indiquer que même si les jeunes sont actifs au sein de leurs communautés, qu'ils discutent de politique et qu'ils participent à des formes d'activisme politique, ils se désintéressent de la politique électorale. Rares sont les jeunes Canadiens qui votent, adhèrent à un parti politique ou communiquent avec un élu. En élargissant notre définition de la participation politique, nous légitimerons leurs manières de participer à la vie politique, ce qui, avec le temps, les encouragera à considérer le système politique comme utile et digne d'intérêt et, partant, à s'impliquer dans ce système.

Une démocratie plus complète nécessite également de mettre en valeur le rôle joué par les acteurs de la société civile. Les acteurs les mieux placés pour mener à bien la constante évaluation à laquelle toute démocratie éprouvée doit se soumettre sont ceux qui ne font pas partie du système politique établi, tels que la Hansard Society au Royaume-Uni et la Sunshine Foundation ainsi que le Pew Research Center aux Etats-Unis.

Ces groupes de la société civile partisans de la démocratie jettent des ponts précieux entre les citoyens et le travail que leurs élus accomplissent pour eux. A mesure que les citoyens se détournent du système politique, ces efforts de rapprochement sont plus importants que jamais. L'étude *La démocratie à 360°* de Samara révèle que seuls 40 pour cent des Canadiens pensent que les parlementaires font ce qu'il faut, et seuls 31 pour cent se sentent concernés au quotidien par la politique.

Au Canada et dans d'autres démocraties, les citoyens ont davantage confiance dans les groupes de la société civile que dans les responsables politiques. D'ici 2030, les démocraties doivent comprendre et renforcer le rôle joué par des protagonistes externes au système politique, ceux qui attirent l'attention sur des aspects que les acteurs classiques ne verraient pas nécessairement. Pour la santé de la démocratie, les gouvernements se doivent d'envisager les organisations de la société civile comme des entités complémentaires plutôt que comme des compétiteurs.

Nos démocraties sont incontestablement confrontées à une multitude de défis. Aussi, des méthodes d'évaluation de la santé de nos démocraties plus réfléchies, plus sophistiquées et plus complètes permettront de mieux relever ces défis. Nous pouvons préparer le terrain pour que les nouvelles générations puissent être accueillies dans un système politique plus sain et plus dynamique, et ce grâce à des outils d'évaluation fiables, des acteurs de la société civile efficaces et une mise en valeur de toutes les méthodes de participation politique dont les citoyens font usage.

Laura Anthony (@laumicant)

Laura Anthony est Directrice de recherche pour Samara Canada, un organisme politiquement neutre qui se consacre à l'amélioration de la participation politique et au renforcement de la démocratie au Canada. Mme Anthony supervise toute la recherche innovante de Samara, de la conceptualisation initiale d'une idée jusqu'à l'élaboration du rapport final. Elle a régulièrement l'occasion de discuter de la

recherche de Samara avec des citoyens concernés, des universitaires, les médias et des responsables politiques partout au Canada.

Mme Anthony est titulaire d'une maîtrise ès arts en sciences politiques de l'Université de Western Ontario et un Bachelor of Arts (Honours) en sciences politiques de l'Université de Toronto.

Elle profite souvent de l'opportunité d'étudier les institutions démocratiques partout au monde et a eu l'occasion d'observer les parlements et assemblées législatives en Inde, Hongrie, Australie, Chili, Argentine, Italie et Grèce.

Jane Hilderman (@jhilderman)

Jane Hilderman est la Directrice exécutive de Samara Canada. Mme Hilderman s'applique à donner vie à la mission de Samara : rétablir les liens entre les citoyens et la politique. Elle a régulièrement l'occasion de discuter des activités de Samara avec les médias et des citoyens concernés partout au Canada.

*Auparavant, Mme Hilderman était Directrice de recherche chez Samara. C'est dans ce cadre qu'elle supervisa des recherches révolutionnaires qui examinaient la participation des Canadiens dans la démocratie. En 2015, elle a co-écrit *La démocratie à 360° pour Samara – un rapport sur la façon dont les Canadiens communiquent, participent et dirigent en politique. La démocratie à 360° sera mise à jour juste à temps pour le 150^{ème} anniversaire du Canada en 2017.**

Mme Hilderman est titulaire de diplômes du School of Public Policy & Governance de l'Université de Toronto (maîtrise ès sciences en politique publique) et de l'Université Queen's (Bachelor of Arts, Honours). Elle est également membre de la Société géographique royale du Canada, dont l'objectif est de "mieux faire connaître le Canada aux to Canadiens et au monde entier."